



LA SOLIDARITÉ AVEC LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT ET LE RÔLE DE L'ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

GUY VERHOFSTADT

Ancien Premier ministre belge

UN EUROPLAN pour l'Europe n'est pas l'unique nécessité. A côté de l'Europlan, du plan Obama aux États-unis, du plan de relance chinois et de nombreux autres plans de relance dans le reste du monde, il convient aussi d'entreprendre une action spécifique orientée vers les pays en développement. C'est là-bas, souvent, que la crise frappe le plus dur. Son tribut s'y élève probablement à des centaines de milliers de vie humaines.

La Banque mondiale a émis la proposition de consacrer 0,7% du montant totale destiné aux plan de crise et de relance a un « fonds de vulnérabilité ». Sans transition, les moyens à disposition de ce fonds devraient être investis dans trois programmes prioritaires. En premier lieu, la Banque mondiale, avec les

Nations unies, accroîtrait les moyens des « programmes vivres contre travail », des programmes alimentaires pour les enfants et l'aide à l'agriculture. Deuxièmement, des investissement infrastructures sont nécessaires, avant tout des projets sobres en dioxyde de carbonnes qui peuvent créer de l'énergie et des emplois durables. Et troisièmement, le fonds viendrait en aide aux petites et moyennes entreprise ainsi qu'aux institutions qui fournissent des micro financements. Les petites entreprises, dans le pays en développement plus qu'ailleurs, sont les employeurs les plus dynamiques et les plus flexibles.

Malheureusement, les pays en développement risquent bien de subir, plus que tous les autres, les conséquences néfastes du protectionnismes qui refait surface un

peu partout. En particulier ceux qui sont parvenus ces dernières années à se hisser peu à peu dans le peloton « des marchés émergents » (Sénégal, Namibie, Kenya, Ouganda, Ghana.....). Les obstacles tarifaires se sont tout particulièrement multipliés dans des secteurs comme le textile, l'agriculture, les produits alimentaires, l'automobile, le fer, l'acier et les jouets. Par conséquent, il est nécessaire de poursuivre le renforcement des mécanismes et des instruments à la disposition de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) - notamment le mécanisme de surveillance, l'examen des politiques commerciales et les notifications - dans sa lutte contre le protectionnisme.

Mais tout ce là n'est pas encore suffisant. La crise financière et économique doit inciter les gouvernements à conclure une fois pour toutes le cycle de dévelop-

pement de Doha est accord commercial global qui doit aboutir à la suppression des obstacles tarifaires et autres entraves encore le commerce mondial. Ces mesures donnaient lieu à un bénéfice de 150 milliards de dollars pour l'économie mondiale, un montant qui sera le bienvenu pour tous les pays, mais qui profitera surtout aux pays en développement. Il devrait en aller de même des nouveaux accords à conclure dans le cadre du protocole de Kyoto. Les nouveaux engagements dans ce domaine devraient être couplés à des techniques de financement novatrices, favorables aux pays en développement. ¶

Extrait tiré du livre de Guy Verhofstadt, *Sortir de la crise. Comment l'Europe peut sauver le monde*, Bruxelles, Actes Sud, 2009, p. 190.

